

Océan Pacifique

La Micronésie, 2 000 îles pour l'Oncle Sam

II. — Dans la mangrove de la politique

Pourtant dans l'immense Micronésie, la présence américaine est sensible. Quarante puissances à coloniser la région, les États-Unis ont reçu en 1947 mandat des Nations unies d'administrer cette zone, qualifiée de « stratégique » par le document même leur confiant ces responsabilités (1). Le monde (1. Le monde...)

De notre envoyé spécial

Truk — Les coquilles — et les grains de sable... et les grains de sable... et les grains de sable...

Il convient, pour comprendre la stratégie américaine, de conserver en mémoire le rôle que joua la Micronésie pendant la Seconde Guerre mondiale. La Micronésie fut le théâtre de la plus grande bataille de l'océan Pacifique, celle de Saipan, qui fut la dernière bataille de l'océan Pacifique.

Truk — Les coquilles — et les grains de sable... et les grains de sable... et les grains de sable...

Il convient, pour comprendre la stratégie américaine, de conserver en mémoire le rôle que joua la Micronésie pendant la Seconde Guerre mondiale. La Micronésie fut le théâtre de la plus grande bataille de l'océan Pacifique, celle de Saipan, qui fut la dernière bataille de l'océan Pacifique.

Truk — Les coquilles — et les grains de sable... et les grains de sable... et les grains de sable...

Il convient, pour comprendre la stratégie américaine, de conserver en mémoire le rôle que joua la Micronésie pendant la Seconde Guerre mondiale. La Micronésie fut le théâtre de la plus grande bataille de l'océan Pacifique, celle de Saipan, qui fut la dernière bataille de l'océan Pacifique.

Truk — Les coquilles — et les grains de sable... et les grains de sable... et les grains de sable...

Il convient, pour comprendre la stratégie américaine, de conserver en mémoire le rôle que joua la Micronésie pendant la Seconde Guerre mondiale. La Micronésie fut le théâtre de la plus grande bataille de l'océan Pacifique, celle de Saipan, qui fut la dernière bataille de l'océan Pacifique.

Truk — Les coquilles — et les grains de sable... et les grains de sable... et les grains de sable...

Il convient, pour comprendre la stratégie américaine, de conserver en mémoire le rôle que joua la Micronésie pendant la Seconde Guerre mondiale. La Micronésie fut le théâtre de la plus grande bataille de l'océan Pacifique, celle de Saipan, qui fut la dernière bataille de l'océan Pacifique.

Truk — Les coquilles — et les grains de sable... et les grains de sable... et les grains de sable...

Il convient, pour comprendre la stratégie américaine, de conserver en mémoire le rôle que joua la Micronésie pendant la Seconde Guerre mondiale. La Micronésie fut le théâtre de la plus grande bataille de l'océan Pacifique, celle de Saipan, qui fut la dernière bataille de l'océan Pacifique.

Truk — Les coquilles — et les grains de sable... et les grains de sable... et les grains de sable...

Il convient, pour comprendre la stratégie américaine, de conserver en mémoire le rôle que joua la Micronésie pendant la Seconde Guerre mondiale. La Micronésie fut le théâtre de la plus grande bataille de l'océan Pacifique, celle de Saipan, qui fut la dernière bataille de l'océan Pacifique.

DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE

Vingt-six chefs d'État et quinze chefs de gouvernement participent à la conférence

Vingt-six chefs d'État (dont trois rois) et quinze chefs de gouvernement participent à la conférence de Colombo. Ils représentent les pays suivants :

- CHEFS DE GOUVERNEMENT**
Bhoute : M. Ne Win ; Cap-Vert : M. Pedro Pires ; Côte d'Ivoire : M. Félix Houphouët-Boigny ; Cuba : M. Fidel Castro ; Guyane : M. René Stéfani ; Haïti : M. François Duvalier ; Indonésie : M. Soekarno ; Israël : M. Golda Meïr ; Italie : M. Aldo Moro ; Japon : M. Kakuei Tanaka ; Libéria : M. William R. Tolson ; Malaisie : M. Tun Razali Ismail ; Maldives : M. Ibrahim Mohamed Solih ; Maroc : M. Hassan II ; Nigéria : M. Murtala Muhammed ; Ouganda : M. Milton Obote ; Pakistan : M. Zulfikar Ali Bhutto ; Philippines : M. Ferdinand Marcos ; Rwanda : M. Grégoire Kayibanda ; Sénégal : M. Abdou Diouf ; Singapour : M. Lee Kuan Yew ; Thaïlande : M. Thanin Kraivichien ; Togo : M. Sidi Bessoud ; Tunisie : M. Habib Bourguiba ; Uruguay : M. Juan María Bordaberry ; Venezuela : M. Carlos Andrés Pérez ; Zambie : M. Kenneth D. Kaunda.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Les Noirs de la province du Cap ne pourront pas acheter leur maison

De notre correspondant

Johannesburg. — Des dizaines de milliers de Noirs vivent dans la province du Cap ne pourront pas acheter leur maison. L'opinion de ceux des Noirs de cette province, d'autres provinces. Un porte-parole des « Nationalist Party » (N.P.) a déclaré mardi 17 août que, en vertu du droit préférentiel d'achat des maisons, les Noirs ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap.

Cette décision, qualifiée de « non-discrimination », a été prise par le gouvernement de la province du Cap. Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

TOUS LES ÉTATS-UNIS ÉTRANGERS... L'Angola, pays d'Afrique du Sud, a été déclaré État libre par le Congrès américain. Cette décision a été prise par le Congrès américain.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Laos

LE SÉNATEUR MANFIELD... Le Sénat américain a adopté une loi qui autorise le président à envoyer des troupes américaines au Laos. Cette loi a été adoptée par le Sénat américain.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Argentine

DIX PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES... Dix personnes ont été tuées lors d'une manifestation à Buenos Aires. Cette manifestation a été organisée par les étudiants.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Hongrie

M. TIBOR ERNYEY... M. Tibor Ernyey, ministre des Affaires étrangères de Hongrie, a déclaré que le gouvernement hongrois était prêt à négocier avec le gouvernement américain. Cette déclaration a été faite par M. Tibor Ernyey.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Inde

NOUVEAU JOURNAL CENSURÉ... Un nouveau journal a été créé en Inde, mais il a été immédiatement censuré par le gouvernement indien. Ce journal s'appelle « The New India ».

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Thaïlande

LE PREMIER MINISTRE... Le Premier ministre thaïlandais a déclaré que le gouvernement thaïlandais était prêt à négocier avec le gouvernement américain. Cette déclaration a été faite par le Premier ministre thaïlandais.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Les Noirs, qui ne pourront pas acheter de maison, devront se contenter de louer. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

Le porte-parole a également déclaré que les hommes d'affaires, les commerçants et les propriétaires de maisons ne pourront pas acheter de maison dans la province du Cap. Cette décision a été prise par le gouvernement de la province du Cap.

carapée 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de 5740 F

20 modèles - 16 coloris - ordis possible

La Boutique du Brésil

Paris - 43 av. Friedland (près Etoile) - Tél. 389.22.10

NICE - 5 promenade des Anglaises - Tél. 87.06.07

la chaise longue cuir 1690 F ttc

Ensemble 5 places cuir 5740 F ttc

Vingt-six chefs d'Etat
et quinze chefs de gouvernement
participent à la conférence

Republique Sud-Africaine

Nous ne pouvons pas

pourront

DIPLOMATIE

DES NON-ALIGNÉS À COLOMBO

Le langage militant des nouveaux pays révolutionnaires
contraste avec la modération des « pères fondateurs »

Colombo. — Alors que la pluie a recommencé à tomber sur une terre frappée depuis plusieurs mois par la sécheresse, la conférence « au sommet » des pays non-alignés se transforme en véritable marathon oratoire. L'un après l'autre, chefs d'Etat et de gouvernement, ministres et chefs de délégation, se succèdent à la tribune. Les recommandations du bureau pour que les discours soient abrégés ne sont guère suivies. Ainsi, pour rentrer le soir, les délégués ont dû attendre jusqu'à plus de 4 heures du matin pour entendre une nouvelle série de déclarations, qui n'étaient pas allées au coucher.

La journée de mardi avait été prévue par l'allocution du plus ancien et plus respecté des participants, le maréchal Tito. Le vint président yougoslave semblait vouloir, avant tout, ériger tout litige existant en cause de la fragile unité de ce mouvement dont il est le plus fondateur présent et qui dépend d'un des plus puissants pays du monde. Certains représentants de pays progressistes quand il a demandé de renvoyer la discussion de problèmes bilatéraux et en un autre lieu et à un autre moment.

Le maréchal dont le yacht est amarré à côté du paquebot indien dans le port de Colombo, est d'autre part revenu sur le thème du rôle du mouvement du bureau de coordination des non-alignés et a émis son avis sur la base d'un mandat conféré et des intérêts de tous les pays. Fidèle à son idée d'unité à tout prix, le chef d'Etat yougoslave a dit que deux camps de deux camps qui divisent les pays présents au Sahara occidental et en Inde. Le premier ministre indien, Mme Gandhi, a fait de même. Elle a repris la note du « rôle » de manière plus délicate.

De notre envoyé spécial

La conférence des pays non-alignés est trop importante pour perdre du temps par les éternelles introductions. Mme Gandhi voulait ainsi donner une leçon au Bangladesh, dont le premier ministre, le général Ziaur Rahman, n'en était pas indifférent. L'histoire de la grande puissance de l'Inde, qu'il accuse de s'ingérer dans ses affaires intérieures.

Le premier ministre nord-oriental, M. Pak Souk Chien, a pris une initiative significative. Il a donné un discours destiné principalement à défendre la conception de Pongkang sur la reconnaissance de la plénitude des droits des peuples étrangers et après le départ des Américains du sud du pays, il a affirmé qu'une des principales tâches des non-alignés était d'écarter l'interférence occidentale dans la production agricole pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Ce discours a conduit la nuit du Mousmouk pour l'indépendance, à une double révélation. Les déclarations de M. Pak Souk Chien ont été suivies par celles de M. Samora Machel, chef de l'Etat du Mozambique, qui a déclaré que le mouvement des non-alignés était une force pour le développement économique et technique. Il a fait une proposition simple, peu coûteuse, faisant appel à des technologies que les pays non-alignés peuvent acquérir par échange d'expériences, en dehors de recours importants aux pays développés.

Le Vietnam et l'autosuffisance

Les Coréens du Nord, comme les Vietnamiens et les Cambodgiens, ont avancé une conception plus militante, plus active du mouvement des non-alignés. Ils ont dit qu'ils étaient « révolutionnaires », « anti-impérialistes », voire « socialistes ». Le premier ministre du Vietnam, qui participait pour la première fois à la conférence, a répondu à la question : « Qu'est-ce que le Vietnam réunit ? »

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

- Les affrontements se sont intensifiés à Beyrouth
- Les combats se poursuivent dans la montagne

La journée de mardi 17 août et la nuit de mercredi 18 ont été particulièrement épiques de ces dernières semaines dans la capitale libanaise, privée depuis maintenant trois mois d'eau et d'électricité. Les explosions d'obus ont retenti pendant toute la nuit dans les rues de la ville, dans les quartiers contrôlés par les chrétiens conservateurs comme dans les quartiers sous tenus par les musulmans.

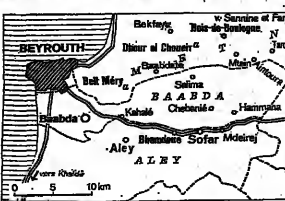
En montagne, des échanges de tir d'artillerie ont continué par intermittence, particulièrement dans la région de Baalbek, où une tentative de libération au nord-est de Beyrouth. Les combats ont continué dans la situation dans cette région sont contradictoires. Les chrétiens ont subi de nombreuses attaques. Les libanais d'accord cependant pour affirmer que d'importants préparatifs militaires sont en cours dans ce secteur, où la gauche et les forces palestiniennes avaient lancé une offensive en mars-avril dernier. Depuis, les routes et les villages qui s'étendent entre 600 et 1800 mètres d'altitude.

Sur le plan politique, M. Abou Zaid Durrani, vice-ministre libanais des affaires étrangères, a été nommé membre du Conseil politique national (administration locale) élu récemment par la gauche. Cette démarche intervient au moment où l'un des chefs de file du mouvement palestinien progressiste, d'une certaine façon, a été nommé membre du Conseil politique national pour mettre en application la décision d'arrêt de l'occupation qui devait conduire à un cessez-le-feu au Liban.

Des combats ont également eu lieu dans la région de Baalbek, où la gauche a lancé une offensive. Les forces conservatrices, « une tentative d'infiltration a été repoussée ». La déléguée libanaise à la conférence, Mme Samira Machel, a déclaré que la situation à Beyrouth était « une situation de crise ». Elle a dit que les échanges de tir entre les forces de gauche et les forces de droite ont continué.

Le ministre de l'Intérieur, M. Elias, a déclaré que la situation à Beyrouth était « une situation de crise ». Il a dit que les échanges de tir entre les forces de gauche et les forces de droite ont continué. Il a dit que les échanges de tir entre les forces de gauche et les forces de droite ont continué.

Le ministre de l'Intérieur, M. Elias, a déclaré que la situation à Beyrouth était « une situation de crise ». Il a dit que les échanges de tir entre les forces de gauche et les forces de droite ont continué. Il a dit que les échanges de tir entre les forces de gauche et les forces de droite ont continué.



Le premier ministre de Panama, qui a souvent pris des positions en faveur des pays arabes, et qui tente de récupérer la zone du canal, sous administration américaine. Parlant à notre correspondant, il a dit qu'il n'est pas sûr que ce soit le maréchal Tito qui ait initié l'initiative d'écarter les moyens pacifiques pour régler le différend qui oppose Panama aux Etats-Unis. C'est la plus grande cause du malheur de notre pays, a-t-il ajouté, est la présence d'une ancienne colonie de 1913 kilomètres carrés, au cœur de notre patrie, sous protection de l'armée américaine.

Il a terminé en affirmant que les Nations unies organisent des opérations militaires en Afrique du Sud, car « nous connaissons l'apartheid » ; « c'est précisément la discrimination raciale qui est l'aspect le plus odieux de la situation géographique qui dépeint notre pays en danger ».

Cuba et la « solidarité militaire internationale »

M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, a déclaré à notre correspondant que Cuba était « un pays révolutionnaire » et qu'il était « une force pour le développement économique et technique ».

Mme Gandhi : de l'indépendance à l'autosuffisance

Dans le discours qu'elle a prononcé mardi 17 août, Mme Gandhi a dit que le mouvement des non-alignés est « une force pour le développement économique et technique ».

OUVERT EN AOUT

Tél. 336.41.55 535.33.25

pose sous 48 h

OFFRE EXCEPTIONNELLE

1500 F TTC

seulement en 3 versements

de 500 F TTC

Sécurité 5 points

Super Sécurité

Blindage d'acier

épaisseur 16/10

ANTI-EFFRACTION

4 goupes

ANTIVOL

1 certificat de garantie de 2 ans

délivré à la pose.

LA CLEF ROUGE

Siege social : 24, rue Raymond-Poincaré, 75116 Paris

Cannes (09.15.12) Marseille (53.40.90) Nice (88.62.58)

LES DISCOURS

Le président Assad : nous sommes parvenus à assurer la sécurité dans de vastes régions du Liban

M. Hafez el-Assad, président de la Syrie, a dit : « Les forces hostiles à la nation arabe et qui s'opposent à l'instauration d'une paix juste au Proche-Orient ont assuré à nos soldats un nouveau problème dans la région en créant la situation d'urgence de la question palestinienne et d'entraîner la juste solution, car la question palestinienne est l'essence de la crise du Proche-Orient ».

Le colonel Kadhafi : supprimer le droit de veto à l'ONU

Le colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, a suggéré qu'il était contraire aux principes de la Charte de l'ONU que les Nations unies ne respectent pas les principes du non-alignement. Si cela n'était pas fait, la Libye reprendrait l'initiative d'abolir cette liste pour la production d'armes. En prenant violemment à l'impératrice, le colonel Kadhafi a réitéré son projet de supprimer le droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies.

Mgr Makarios : la Turquie cherche la partition de Chypre

Monsieur Makarios, chef de l'Eglise orthodoxe, a déclaré à propos de la situation dans son pays : « Chypre doit être une seule et même nation, un tiers de la population de Chypre, nous en avons deux tiers. Nous ne pouvons pas accepter la partition de Chypre, nous ne pouvons pas accepter la partition de Chypre, nous ne pouvons pas accepter la partition de Chypre ».

Mme Pham Van Dong : élargir nos relations économiques avec les pays capitalistes

Mme Pham Van Dong, première ministre du Vietnam, a dit : « Nous ne devons pas admettre que des différences entre quelques pays capitalistes soient une excuse pour ne pas établir de relations économiques avec eux ».

OUVERT EN AOUT

Tél. 336.41.55 535.33.25

pose sous 48 h

OFFRE EXCEPTIONNELLE

1500 F TTC

seulement en 3 versements

de 500 F TTC

Sécurité 5 points

Super Sécurité

Blindage d'acier

épaisseur 16/10

ANTI-EFFRACTION

4 goupes

ANTIVOL

1 certificat de garantie de 2 ans

délivré à la pose.

LA CLEF ROUGE

Siege social : 24, rue Raymond-Poincaré, 75116 Paris

Cannes (09.15.12) Marseille (53.40.90) Nice (88.62.58)

هكذا من الأصل

Réunion des musées nationaux

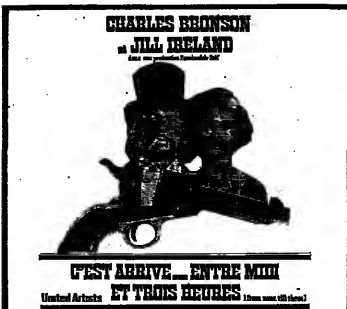
Fermeture définitive des expositions:

John Constable
le 23 août à 17 h

Robert Delaunay
le 30 août à 20 h

TAPISSERIES
PINET
DE GAULADE
LE SIMOURGH
LA FRANQUI-PLAGE
AUDE
TOUT L'ÉTÉ

MARIGNAN VO - QUINTETTE VO - RICHELIEU VF - MONTPARNASSE 83 VF
- GAUMONT SOD VF - CARAVELLE PATHE VF - GAUMONT GAMBETTA VF -
STUDIO PARY 2 VF - AVIATIC Le Bourget VF - CLUB Maisons-Affort VF
PATHE Belle-Epine VF - ALPHA Ardenne VF



PUBLICIS MATIGNON/UGC BIARRITZ/PARAMOUNT OPERA/MAX LINER
PARAMOUNT MONTMARTRE/PARAMOUNT MONTPARNASSE/PARAMOUNT ORLEANS/PARAMOUNT MAILLOT
UGC Gobelins/LIBERTE/3 SECRETAN/MAGIC CONVENTION/ST-MICHEL V.O.

on l'appelait

MILADY

ALEXANDRE SALKIND
OLIVER REED - RAOUL WELCH
RICHARD CHAMBERLAIN - MICHAEL YORK
avec Jean-Paul Belmondo
FRANK FINLAY - CHRISTOPHER LEE
GERALDINE CHAPLIN - RAY DUNAWAY
en l'accompagnant MILADY

NICOLE CAEMIN - SYBIL DANNING
GITTY DAIKAL - SIMON WARD
JEAN PIERRE CASSEL
avec Claude Lenoir
CHARLTON HESTON
avec le rôle de l'empereur Néro
RICHARD LESTER

LE JOURNAL DU DIMANCHE - Pierre Billard
... je me suis payé une pinte de bon sang à ce
film caracolant, juvénile et facétieux...
une production superbe

LE POINT - Robert Benayoun
... Magistral

FRANCE-SOIR - Robert Chazal
Cape, épée et humour... un spectacle
joliment enlevé...

L'EXPRESS - Patrick Thévenon
... une réussite

CYRANO VERSAILLES / BUXY VAL D'YERRES / ALPHA ARGENTEUIL / CARREFOUR PANTIN

VOTRE TABLE CE SOIR

[illegible]

Théâtres

[illegible]

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

[illegible]

Variétés

La music-hall

CASINO DE PARIS (30-35-32) (L.).
20 h. 30, *maâ, dimâ* à 14 h 30 et 16 h 30.
PARIS LUX
CHATELAIN (30-35-37) (D.).
20 h. 30, *à 4 h*: *Historie sociale*.
FOURCE-ROUGE (30-35-37) (L.).
20 h. 30, *à 4 h*: *La folle*.
MOLLYN - ROUGE (30-35-16).
22 h. 30, *à 4 h*: *Parlement*.

Les opérettes

BOHIO (32-35-38) (L., soir. L.).
20 h. 30, *à 4 h*: *Le 17 h*: *Cro-
sant d'amour*.
BENET - VARNA - MOGADOR (30-35-37).
20 h. 30, *à 4 h*: *Les deux*.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (32-35-43). 21 h., *maâ, dimâ*, à 15 h. 30, *à 18 h*: *Le 17 h*: *Le 17 h*.
DEUX ANS (30-35-38) (Mar.), 21 h.,
maâ, dimâ, à 15 h. 30, *à 18 h*: *Sur-
re-
compte*.

Les concerts

VOIE FESTIVAL

HAUTEFEUILLE - IMPERIAL PATHE
SAUMONT CONVENTION - ENTREPOT

demain les mêmes

ils ont toujours visage humain
Mais sont-ils encore
les enfants des hommes ?

U.E.C. ERMITAGE vo - U.E.C. GODEAU vo -
U.E.C. GODELINS vf - CHEVEMONDE OPERA
vf - ARTEL Rosny vf - DAME BLANCHE
Garges-les-Gosses vf - STUDIO Rueil vf



**AVANT ET APRES
LE SPECTACLE
RESTAURANT
"LE CIEL DE PARIS"**



Au 55° étage
de la Tour Eiffel,
Maisonpartemont
réinvente le plaisir
d'Europe.

**Le Ciel
de Paris.**

Tour Maisonpartemont,
23 avenue de la Seine
Paris 15^e. Tel. 033.59.26.

Partir de la Tour,
comme pour les
spectacles de la nuit.

EN VERSION ORIGINALE
ELYSEES POINT SHOW
3 HAUSSMANN - LUXEMBOURG



هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Thèmes pour le remaniement ministériel

(Suite de la première page.)

Il semble à celui d'un résident qui dit : « Elle m'aide à faire mieux, en fin de compte, et votre père et votre grand-père, et vous-même, vous avez tous été aidés par elle. C'est évident : elle a permis de faire mieux, de faire plus, de faire plus vite, de faire plus sûrement, de faire plus économiquement, de faire plus facilement, de faire plus agréablement, de faire plus utilement, de faire plus humainement, de faire plus... »

Si la Grande-Bretagne doit à l'infatigable effort international, que le rôle des pétroliers de la mer du Nord ne suffira pas à garantir, si l'Italie lui devra le rôle dominant en Europe, la coopération des États-Unis, le remaniement de l'Union soviétique, en même temps qu'elle permet de disposer d'un pouvoir d'achat qui rend le monde à leurs pieds. Pour ce qui nous concerne, une fois de plus, l'infatigable effort international, notre puissance politique et notre sécurité sociale.

Il est vrai qu'on nous annonce pour le mois prochain un véritable effort. Un budget en équilibre ; une modernisation des hautes et de salaires. Mais à y regarder de plus près, on ne peut s'y tromper. Il s'agit d'une apparence. A certains égards, notamment de sécurité sociale, on n'aient pas touché et on propose chaque année une sensible augmentation du pouvoir d'achat en prévoyant une hausse des rémunérations très sensiblement inférieure à la hausse des prix. C'est à se demander si les res-

sources de nos affaires ont des yeux pour regarder.

Dans le temps que nous vivons, il faut prendre conscience de deux réalités durables. La première est la hausse du coût des matières premières et de l'énergie : sans les périodes de crise économique, la hausse est dévastatrice à des prix élevés, car les pays producteurs essaient de profiter au maximum de leur situation. La seconde est la vivacité de la compétition économique mondiale, où des États-Unis, tous les coups sont permis, protectionnisme ouvert ou dissimulé, ententes et restructurations, manœuvres monétaires, sans oublier les conséquences déjà sensibles de l'industrialisation des pays où la main-d'œuvre est mal rémunérée. Les organismes sur lesquels nous comptons à grande échelle pour moderniser le commerce international, du G.A.T.T. à la C.E.R., ne peuvent pas nous aider à braver la fureur de l'industrie de pointe, pour la poursuite de notre équipement national et social, pour la défense nationale et notre capacité nucléaire, enfin, dernière exigence et non la moindre, pour maintenir la tendance des jeunes couples à la natalité et à la dénatalité.

Or cette politique décevante n'est comparable qu'à la stabilité du franc, d'un côté, et, de l'autre, à la confiance dans l'avenir.

Il faut d'abord faire observer qu'une part trop importante du revenu national sera consacrée à l'achat des produits que nous achetons à l'étranger et que nous ne pouvons pas produire nous-mêmes.

Il faut ensuite faire observer que l'augmentation substantielle du pouvoir d'achat est liée à la croissance de la production. Cette croissance est le résultat de la modernisation industrielle, les uns dans la production de ce qui fut fait depuis plusieurs années, les autres adaptés aux circonstances nouvelles. Cette croissance est le résultat de la modernisation industrielle, les uns dans la production de ce qui fut fait depuis plusieurs années, les autres adaptés aux circonstances nouvelles.

Il faut ensuite faire observer que l'augmentation substantielle du pouvoir d'achat est liée à la croissance de la production. Cette croissance est le résultat de la modernisation industrielle, les uns dans la production de ce qui fut fait depuis plusieurs années, les autres adaptés aux circonstances nouvelles. Cette croissance est le résultat de la modernisation industrielle, les uns dans la production de ce qui fut fait depuis plusieurs années, les autres adaptés aux circonstances nouvelles.

Or cette politique décevante n'est comparable qu'à la stabilité du franc, d'un côté, et, de l'autre, à la confiance dans l'avenir.

Il faut d'abord faire observer qu'une part trop importante du revenu national sera consacrée à l'achat des produits que nous achetons à l'étranger et que nous ne pouvons pas produire nous-mêmes.

SERVICES PUBLICS

PRÉLUDE À LA SÉPARATION DES POSTES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ?

Cinq cents «boutiques du téléphone» seront créées en quatre ans

La direction générale des télécommunications met en œuvre, depuis la fin de 1975, une nouvelle politique commerciale destinée à rapprocher l'administration de l'utilisateur. Elle prévoit notamment de créer, d'ici la fin de 1979, cinq cents «boutiques du téléphone».

Jusqu'en 1971, le candidat au téléphone adressait sa demande aux centres d'abonnement et d'entretien installés dans les centres téléphoniques. La direction générale des télécommunications estime, alors, qu'il convenait de changer de ton et de comportement avec le public. Elle a créé des agences commerciales spécialement aménagées pour recevoir les usagers et pour rassembler les services éparpillés des centres d'abonnement. Cette organisation lui permettait de moderniser le travail du personnel chargé de la souscription des abonnements, de la tenue des comptes et des réclamations. On trouve aujourd'hui, en moyenne une agence par département, hormis dans les grandes agglomérations, où l'on en compte plusieurs.

Toutefois, le souci de la modernisation et des gains de productivité a conduit la direction générale de l'Insee, fin 1975, à décider d'ouvrir un peu plus avant dans le sens de l'utilisateur. Le but recherché est d'établir un contact plus direct avec le client, qui ignore les nombreuses services que lui offre le réseau des télécommunications. Il faut vulgariser le téléphone et le faire passer de la production de téléphone en en train de dépasser la demande.

D'ici la fin de l'année 1979, le nombre des agences passera à cent cinquante. La grande nouveauté consistera à créer entre les agences des centres de conseil, que l'on pourrait baptiser

«boutiques du téléphone». Elles seront situées dans des rues passantes et dans des centres commerciaux. Elles mettront en valeur des matériels et des services explicatifs dans des vitrines bien éclairées. Des conseillers agréés commerciaux y seront affectés, après formation, pour les usagers, des «boutiques». Pour le personnel, un petit local, où il était hostile en divorce entre les postes et les télécommunications, sera transformé en un espace de dialogue avec le public.

La première «boutique» a été inaugurée le 15 mars à Lagny (Seine-et-Marne). L'administration a prévu de créer une «boutique» dans chaque département, à l'exception du centre-ville, où il y a déjà un bureau de poste. Les «boutiques» seront des agences commerciales et non des centres d'abonnement. Elles seront des agences commerciales et non des centres d'abonnement.

La première «boutique» a été inaugurée le 15 mars à Lagny (Seine-et-Marne). L'administration a prévu de créer une «boutique» dans chaque département, à l'exception du centre-ville, où il y a déjà un bureau de poste. Les «boutiques» seront des agences commerciales et non des centres d'abonnement. Elles seront des agences commerciales et non des centres d'abonnement.

La première «boutique» a été inaugurée le 15 mars à Lagny (Seine-et-Marne). L'administration a prévu de créer une «boutique» dans chaque département, à l'exception du centre-ville, où il y a déjà un bureau de poste. Les «boutiques» seront des agences commerciales et non des centres d'abonnement. Elles seront des agences commerciales et non des centres d'abonnement.

La première «boutique» a été inaugurée le 15 mars à Lagny (Seine-et-Marne). L'administration a prévu de créer une «boutique» dans chaque département, à l'exception du centre-ville, où il y a déjà un bureau de poste. Les «boutiques» seront des agences commerciales et non des centres d'abonnement. Elles seront des agences commerciales et non des centres d'abonnement.

Rien de très nouveau, disent ceux qui observent les efforts des services publics pour adopter des attitudes plus dynamiques. En fait, les télécommunications paraissent chercher à progresser, sans le dire, la séparation d'avec les postes.

Le gouvernement pour obtenir leur liberté et fortes de leur qualité de premier investisseur de France, les télécommunications ont opté pour le système du fait accompli. Elle s'efforcent, sans le dire, de séparer les postes et les télécommunications. Elle s'efforcent, sans le dire, de séparer les postes et les télécommunications.

Le gouvernement pour obtenir leur liberté et fortes de leur qualité de premier investisseur de France, les télécommunications ont opté pour le système du fait accompli. Elle s'efforcent, sans le dire, de séparer les postes et les télécommunications. Elle s'efforcent, sans le dire, de séparer les postes et les télécommunications.

Le gouvernement pour obtenir leur liberté et fortes de leur qualité de premier investisseur de France, les télécommunications ont opté pour le système du fait accompli. Elle s'efforcent, sans le dire, de séparer les postes et les télécommunications. Elle s'efforcent, sans le dire, de séparer les postes et les télécommunications.

Le gouvernement pour obtenir leur liberté et fortes de leur qualité de premier investisseur de France, les télécommunications ont opté pour le système du fait accompli. Elle s'efforcent, sans le dire, de séparer les postes et les télécommunications. Elle s'efforcent, sans le dire, de séparer les postes et les télécommunications.

Prochain article :
II. - LE CONSENSUS SOCIAL

LIBYENNE

TRIPOLI

INTERNATIONAL

mobiliers de dortoirs

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Contrat pour la fourniture, la livraison et l'installation d'équipements de laboratoire à la faculté d'agriculture

Le service des adjudications de l'Université invite les fabricants internationaux spécialisés en équipements de laboratoires désireux de soumissionner pour les travaux ci-dessus à écrire au Secrétaire de l'Université Tender Board, Alfateh University Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que leur montant approximatif, et des preuves justificatives que le fabricant est financièrement capable d'exécuter les travaux. Les documents d'adjudication ne seront vendus qu'aux fabricants qui auront présenté des candidatures écrites et qui seront considérés comme convenables.

Les travaux comprennent essentiellement :

— La fabrication, la livraison et l'installation d'équipements de laboratoires aux trois principaux blocs-laboratoires d'enseignement de la Faculté d'Agriculture, situés sur le campus universitaire, à environ 4 km est de Tripoli.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante dinars libyens). Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 5.000 (cinq mille) dinars libyens selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication ; elles devront être retournées au Secrétaire de l'Université de l'Université Tender Board » pour le 15 septembre 1976.

MAIN TENDER BOARD
ALFATEH UNIVERSITY TRIPOLI.

AFFAIRES

VIE REDRESSÉE DE L'ACTION JACQUES BOREL INTERNATIONAL MARDI

L'action Jacques Borel International, née le 17 août à la Bourse de Paris, en forte hausse, a vu ses ventes — son cours est passé de 248 à 269 F. — le titre a encore progressé pendant la séance pour finalement s'établir à 271 F. (+ 116 %).

Cette hausse faisait suite à une forte baisse amorcée le 23 juillet, et qui avait provoqué la chute de 248 à 245 F. en trois semaines. L'annonce, le 19 juillet, d'une perte consolidée de 12,4 millions de francs pour le premier trimestre 1976 (contre un bénéfice de 3,05 millions de francs pour la période correspondante de 1975) avait été à l'origine de ce recul. (Le Monde du 18 août.)

● LE CHIFFRE D'AFFAIRES DES SOCIÉTÉS CANADIENNES a augmenté de 11,7 % et les bénéfices de 1 % en cours du deuxième trimestre 1976 par rapport à la période correspondante de 1975.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

S. O. N. E. L. E. C. Direction Commerciale

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL n° 18/76

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la fourniture de groupes électrogènes.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier de charges contre la somme de 100,00 DA à la :

S.O.N.E.L.E.C., Direction Commerciale
Gât de Constantine, KOUBA (ALGER).

Les offres doivent parvenir sous double enveloppe faisant apparaître sur le pli intérieur de manière apparente la mention « Appel d'offres international n° 18/76. A ne pas ouvrir ».

La date du dépôt est fixée au 31 août 1976, délai de rigueur.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. Océan Pacifique
3. Proche-Orient
4. Diplomatie
5. Presse
6. Politique
7. Catastrophes

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 7 A 12

THÉÂTRE : une séance exceptionnelle de deux heures en soirée à l'Opéra de Paris : le concert de la "Jeune Chaire".

MONTPELLIER : l'inauguration du stade et l'échec de l'Union.

15. Éducation

16.18. La vie économique et sociale

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13)
Annuaire classique (14-15) : Annuaire (16) ; Carnet (17) ; Journal officiel (18) ; Météo (19) ; Sports (20) ; Météo (21) ; Bouquet (22).

Après les Jeux olympiques

SERGEI NEMTSANOV DESIRE RETOURNER EN UNION SOVIETIQUE

Sergei Nemtsanov, le plongeur de l'équipe soviétique, âgé de 32 ans, a été élu à la présidence de la Fédération internationale de plongée (F.I.P.) à Montréal. Il a été élu à la présidence de la Fédération internationale de plongée (F.I.P.) à Montréal. Il a été élu à la présidence de la Fédération internationale de plongée (F.I.P.) à Montréal.

Le jeune plongeur avait eu des problèmes de santé au cours de sa carrière. Il a été élu à la présidence de la Fédération internationale de plongée (F.I.P.) à Montréal. Il a été élu à la présidence de la Fédération internationale de plongée (F.I.P.) à Montréal.

Le numéro du "Monde" daté 18 août 1976 a été tiré à 329 881 exemplaires.



COPENHAGUE

long week-end
du 19 au 21 septembre
Prix-Spectacles (définitif)
par semaine
2 semaines :
F. 520 (déliv. + petit déjeuner)
F. 570 (déliv. + petit déjeuner + ville en taxi)

PARENTS

Ne laissez pas vos enfants seuls du 1^{er} au 15 septembre
LE COMITÉ D'ACCUEIL
A ORGANISÉ POUR UN VILLAGE
TUNISIEN POUR LES ACCUEILLIR
Renseignements à l'inscription :
COMITÉ D'ACCUEIL
88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS
 Tél. 325.11.61 et 326.60.97

LE CAMBRIOLAGE DE LA RUE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE

Des négligences répétées ont favorisé l'action des voleurs de la Société générale

Cent vingt-trois coffres ont été ouverts au cours du week-end du 12 août dans le bureau annexe de la Société générale, rue Saint-Louis-en-l'Île (quatrième arrondissement), par des malfaiteurs qui s'étaient introduits dans la chambre forte de l'agence en passant par les égouts (« Le Monde » du 18 août). Le montant de leur butin n'est pas encore connu, la Société générale ayant — comme après le cambriolage de son agence centrale de Nice, en juillet dernier — demandé aux cent quatre-vingt-dix détenteurs de coffres de l'agence de la rue Saint-Louis d'inventorier le contenu avant de faire savoir le résultat d'entre eux avaient été ouverts.

Les indices laissés par place par les malfaiteurs ont permis de reconstituer leur cheminement et leur emploi du temps. Les hommes participant à l'expédition sont entrés dans l'égout qui passe sous le quai de Bourbon par une plaque proche du pont Louis-Philippe. Le matériel a été descendu sous terre 300 mètres plus loin, à l'angle du quai de Bourbon et de la rue Foulquier.

Arrivés à hauteur de la banque, 28, rue Saint-Louis-en-l'Île, les malfaiteurs ont percé le mur en moellons de l'égout avant de creuser et d'écarter à l'aide de

verrous à vis et de marteaux un tunnel d'environ 5 mètres de long. Celui-ci fut ensuite équipé d'une gaine d'écoulement pour permettre l'entrée en action de lances thermiques, qui devaient faire fondre le béton du mur de la salle des coffres. Celui-ci ouvert à l'exception d'une soixantaine d'entre eux, le butin fut emporté vers l'extérieur par le chemin le plus court, des égouts. Des témoins du tunnel, dont l'existence fut découverte par la police judiciaire de Nice, les similitudes entre les deux cambriolages de coffres commis en un mois au détriment de la Société générale sont en effet nombreuses.

Chaque cent mille coffres sont mis par cette banque à la disposition du public, plusieurs millions pour l'ensemble des établissements bancaires. Un tel chiffre démontre que les locaux ne sont pas tous des gares fortifiées ou des gares pour qui c'est là un moyen de dissuader des profits illicites.

Reconnus en état de coffre pour y déposer des objets et des documents qu'ils veulent placer à l'abri de l'inondation, ils sont venus à ce point sans le savoir, de vue, qui n'est donc pas seulement financier, que se mesure le préjudice subi par mille personnes qui ont vu leurs lances particulièrement malheureuses.

A la compétence technique, les malfaiteurs ont joint une certaine audace en opérant dans un quartier qui, même les

jours fériés, demeure relativement animé. Les premiers éléments de l'enquête laissent d'ailleurs penser que sans certaines négligences, ils auraient pu être découverts. A deux reprises au moins, la présence des malfaiteurs fut détectée.

La brigade de répression du banditisme du quai des Orfèvres, chargée de l'enquête, va recevoir le concours de deux fonctionnaires de l'antenne de la police judiciaire de Nice. Les similitudes entre les deux cambriolages de coffres commis en un mois au détriment de la Société générale sont en effet nombreuses.

Chaque cent mille coffres sont mis par cette banque à la disposition du public, plusieurs millions pour l'ensemble des établissements bancaires. Un tel chiffre démontre que les locaux ne sont pas tous des gares fortifiées ou des gares pour qui c'est là un moyen de dissuader des profits illicites.

Reconnus en état de coffre pour y déposer des objets et des documents qu'ils veulent placer à l'abri de l'inondation, ils sont venus à ce point sans le savoir, de vue, qui n'est donc pas seulement financier, que se mesure le préjudice subi par mille personnes qui ont vu leurs lances particulièrement malheureuses.

A la compétence technique, les malfaiteurs ont joint une certaine audace en opérant dans un quartier qui, même les

jours fériés, demeure relativement animé. Les premiers éléments de l'enquête laissent d'ailleurs penser que sans certaines négligences, ils auraient pu être découverts. A deux reprises au moins, la présence des malfaiteurs fut détectée.

La brigade de répression du banditisme du quai des Orfèvres, chargée de l'enquête, va recevoir le concours de deux fonctionnaires de l'antenne de la police judiciaire de Nice. Les similitudes entre les deux cambriolages de coffres commis en un mois au détriment de la Société générale sont en effet nombreuses.

Chaque cent mille coffres sont mis par cette banque à la disposition du public, plusieurs millions pour l'ensemble des établissements bancaires. Un tel chiffre démontre que les locaux ne sont pas tous des gares fortifiées ou des gares pour qui c'est là un moyen de dissuader des profits illicites.

Reconnus en état de coffre pour y déposer des objets et des documents qu'ils veulent placer à l'abri de l'inondation, ils sont venus à ce point sans le savoir, de vue, qui n'est donc pas seulement financier, que se mesure le préjudice subi par mille personnes qui ont vu leurs lances particulièrement malheureuses.

A la compétence technique, les malfaiteurs ont joint une certaine audace en opérant dans un quartier qui, même les

jours fériés, demeure relativement animé. Les premiers éléments de l'enquête laissent d'ailleurs penser que sans certaines négligences, ils auraient pu être découverts. A deux reprises au moins, la présence des malfaiteurs fut détectée.

La brigade de répression du banditisme du quai des Orfèvres, chargée de l'enquête, va recevoir le concours de deux fonctionnaires de l'antenne de la police judiciaire de Nice. Les similitudes entre les deux cambriolages de coffres commis en un mois au détriment de la Société générale sont en effet nombreuses.

Chaque cent mille coffres sont mis par cette banque à la disposition du public, plusieurs millions pour l'ensemble des établissements bancaires. Un tel chiffre démontre que les locaux ne sont pas tous des gares fortifiées ou des gares pour qui c'est là un moyen de dissuader des profits illicites.

Reconnus en état de coffre pour y déposer des objets et des documents qu'ils veulent placer à l'abri de l'inondation, ils sont venus à ce point sans le savoir, de vue, qui n'est donc pas seulement financier, que se mesure le préjudice subi par mille personnes qui ont vu leurs lances particulièrement malheureuses.

A la compétence technique, les malfaiteurs ont joint une certaine audace en opérant dans un quartier qui, même les

jours fériés, demeure relativement animé. Les premiers éléments de l'enquête laissent d'ailleurs penser que sans certaines négligences, ils auraient pu être découverts. A deux reprises au moins, la présence des malfaiteurs fut détectée.

La brigade de répression du banditisme du quai des Orfèvres, chargée de l'enquête, va recevoir le concours de deux fonctionnaires de l'antenne de la police judiciaire de Nice. Les similitudes entre les deux cambriolages de coffres commis en un mois au détriment de la Société générale sont en effet nombreuses.

Chaque cent mille coffres sont mis par cette banque à la disposition du public, plusieurs millions pour l'ensemble des établissements bancaires. Un tel chiffre démontre que les locaux ne sont pas tous des gares fortifiées ou des gares pour qui c'est là un moyen de dissuader des profits illicites.

Reconnus en état de coffre pour y déposer des objets et des documents qu'ils veulent placer à l'abri de l'inondation, ils sont venus à ce point sans le savoir, de vue, qui n'est donc pas seulement financier, que se mesure le préjudice subi par mille personnes qui ont vu leurs lances particulièrement malheureuses.

A la compétence technique, les malfaiteurs ont joint une certaine audace en opérant dans un quartier qui, même les

jours fériés, demeure relativement animé. Les premiers éléments de l'enquête laissent d'ailleurs penser que sans certaines négligences, ils auraient pu être découverts. A deux reprises au moins, la présence des malfaiteurs fut détectée.

La brigade de répression du banditisme du quai des Orfèvres, chargée de l'enquête, va recevoir le concours de deux fonctionnaires de l'antenne de la police judiciaire de Nice. Les similitudes entre les deux cambriolages de coffres commis en un mois au détriment de la Société générale sont en effet nombreuses.

Chaque cent mille coffres sont mis par cette banque à la disposition du public, plusieurs millions pour l'ensemble des établissements bancaires. Un tel chiffre démontre que les locaux ne sont pas tous des gares fortifiées ou des gares pour qui c'est là un moyen de dissuader des profits illicites.

Reconnus en état de coffre pour y déposer des objets et des documents qu'ils veulent placer à l'abri de l'inondation, ils sont venus à ce point sans le savoir, de vue, qui n'est donc pas seulement financier, que se mesure le préjudice subi par mille personnes qui ont vu leurs lances particulièrement malheureuses.

A la compétence technique, les malfaiteurs ont joint une certaine audace en opérant dans un quartier qui, même les

jours fériés, demeure relativement animé. Les premiers éléments de l'enquête laissent d'ailleurs penser que sans certaines négligences, ils auraient pu être découverts. A deux reprises au moins, la présence des malfaiteurs fut détectée.

La brigade de répression du banditisme du quai des Orfèvres, chargée de l'enquête, va recevoir le concours de deux fonctionnaires de l'antenne de la police judiciaire de Nice. Les similitudes entre les deux cambriolages de coffres commis en un mois au détriment de la Société générale sont en effet nombreuses.

Chaque cent mille coffres sont mis par cette banque à la disposition du public, plusieurs millions pour l'ensemble des établissements bancaires. Un tel chiffre démontre que les locaux ne sont pas tous des gares fortifiées ou des gares pour qui c'est là un moyen de dissuader des profits illicites.

DEUX OFFICIERS AMÉRICAINS AURAIENT ÉTÉ TUES A PANMINHON PAR DES SOLDATS NORD-CORÉENS

Séoul (A.P.). — Deux officiers américains ont été tués et deux autres blessés par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

Les deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ont été tués par des soldats nord-coréens qui les ont abattus à la hache à Panminhon, un village de la zone militaire de Séoul, à l'ouest de la capitale, le 17 août.

hard a obtenu
investiture
publique

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré

est pro
dans les
Coré